

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les chasseurs ont obtenu un engagement de la part des deux principaux partis politiques, avant les législatives, pour réformer la chasse

Issy-les-Moulineaux le 1^{er} juin 2017

Dans le cadre des élections législatives, comme pour l'élection présidentielle, la Fédération Nationale des Chasseurs a soumis aux principaux partis politiques ses 30 propositions de réformes pour une chasse simplifiée et dynamique au service des territoires ruraux et de la biodiversité. A ce jour, Les Républicains-UDI et la République En Marche ont immédiatement réagi et engagé un dialogue constructif.

Le 30 mai 2017 en matinée François Baroin, chef de file des Républicains-UDI pour les législatives, et dans l'après-midi François Patriat au nom de la République En Marche, se sont rendus au siège de la Fédération Nationale des Chasseurs, pour signer les 30 propositions de la chasse française.

François Baroin, au nom de la Droite et du Centre, a signé le document sans aucune modification. En tant que chasseur, il s'est félicité de la vision d'avenir de la FNC et de son programme ambitieux pour la ruralité, l'écologie et la chasse.

En ce qui concerne la République En marche, François Patriat partage les orientations générales de la fédération et a tenu à rappeler les engagements du Président de la République lors de la campagne présidentielle. Quelques modifications ont été apportées au document et d'un commun accord il a été convenu que le dialogue allait se poursuivre dans un esprit constructif avec le mouvement la République En Marche.

« La Fédération Nationale des Chasseurs s'étonne de l'absence de réaction des autres partis politiques, en particulier du Front National, de la France Insoumise et du Parti Socialiste, qui ont pourtant été destinataires des 30 propositions. Ce silence est surprenant de la part de ceux qui disent vouloir parler aux électeurs ruraux. Il est à espérer que cela se passe différemment au niveau local », indique le président de la FNC, Willy Schraen.

La diffusion des propositions a eu lieu la semaine dernière au niveau national, et les fédérations départementales contactent et rencontrent en ce moment les principaux candidats dans les départements pour engager un dialogue constructif avec celles et ceux qui auront demain la lourde charge, à l'Assemblée nationale, de décider des politiques cynégétiques, environnementales et rurales.